

Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires qui figurent au *Feuilleton* d'aujourd'hui, à savoir les avis de motion, les bills publics et les bills privés.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES— MOTIONS

[Traduction]

L'AGRICULTURE

L'OPPORTUNITÉ DE MESURES POUR PRÉSERVER LES FERMES FAMILIALES

M. Paul Yewchuk (Athabasca) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'opportunité de prendre des mesures pour renverser la tendance au dépeuplement des campagnes et tout spécialement des mesures à court et à long termes pour sauver la ferme familiale.

—Monsieur l'Orateur, il y a près d'un an que j'ai fait inscrire cette motion au *Feuilleton*. Le monde agricole a subi certains changements depuis ce temps, mais la motion est aussi valable maintenant qu'à ce moment-là. J'ai toujours cru que l'agriculture était l'une des plus importantes industries primaires du Canada, un élément essentiel de l'économie canadienne. J'irais même jusqu'à dire que c'est l'armature du pays. Il incombe donc directement au gouvernement fédéral d'accorder tout l'appui possible à cette industrie et d'adopter de plus des mesures qui en garantiront l'expansion et la croissance continues.

Nous sommes actuellement en pleine crise mondiale de l'alimentation. Étant donné les pénuries mondiales de denrées alimentaires et l'augmentation du prix de ces dernières pour les Canadiens, il importe d'autant plus de comprendre que la seule politique acceptable doit viser à l'expansion de l'agriculture. Bien que le Canada devienne un pays hautement industrialisé, nous devons continuer à produire des denrées alimentaires car c'est un des secteurs dans lesquels nous réussissons le mieux. Il n'y a pas si longtemps, c'est ce que nous faisons de mieux et nous pouvions produire des denrées alimentaires en quantité suffisante, non seulement pour les Canadiens mais également pour l'exportation.

L'année 1969, qui a suivi l'avènement du gouvernement actuel et de ses politiques, a marqué un tournant pour l'agriculture canadienne car ce fut l'année où pour la première fois de notre histoire, nous avons réellement importé plus de produits agricoles que nous n'en avons exporté. En d'autres termes, les politiques du gouvernement actuel comportaient tant d'éléments de dissuasion à l'égard de la production que ce nous faisons de mieux actuellement—et c'est ce que nous pouvons encore faire de mieux—est devenu une entreprise déficitaire au point où pour avoir des approvisionnements suffisants en denrées alimentaires pour les Canadiens, nous avons dû en acheter d'autres pays.

Même à l'heure actuelle nous manquons de certaines denrées que nous sommes pourtant capables de produire, mais nous ne voyons pas les modifications qu'il faudrait apporter à notre politique afin de remédier à cette situation. Le premier exemple qui me vient à l'esprit est la production laitière. Nous ne produisons pas assez de certains produits laitiers et notre production a connu une baisse marquée depuis l'entrée en vigueur des politiques actuelles.

Au cours des dix dernières années, nous avons assisté à un exode rural continu qui s'explique par le fait que les

Fermes familiales

producteurs ne sont pas stimulés par un rendement financier suffisant. Entre les années 1966 et 1971, il y a eu chaque jour 44 personnes qui ont quitté la ferme pour la ville dans les trois provinces des Prairies. Cela représente une migration de plus de 16,000 personnes par année, des régions agricoles vers les villes, pour ces trois provinces. Cela représente une perte de plus de 4,000 familles d'agriculteurs. Le nœud du problème est sans doute le fait que le revenu net de l'agriculture n'a pas cessé de diminuer.

Toutefois, à cause de la pénurie mondiale de nourriture des derniers mois, les revenus agricoles bruts ont augmenté de façon appréciable et, pour la première fois depuis de nombreuses années, les cultivateurs ont eu l'impression d'obtenir un prix juste pour leurs produits. Cependant, ce sentiment de satisfaction n'a pas duré très longtemps parce que l'augmentation des revenus agricoles a été immédiatement suivie d'une hausse effrénée des coûts de production qui ont maintenant dépassé l'augmentation des revenus.

Le prix des machines continue de grimper en dépit des déclarations du ministre de l'Agriculture (M. Whelan) qui dit avoir mis en œuvre la plupart des recommandations de la Commission royale d'enquête sur le prix des machines agricoles. Ce ministre nous avait assuré que leurs prix n'augmenteraient pas de façon déraisonnable, mais ils ont quand même monté en flèche. Le prix du carburant pour faire fonctionner les machines agricoles a également augmenté de façon appréciable. Le prix des engrais, une autre grosse dépense pour le cultivateur, a presque doublé en un an ou deux.

Si vous vous en souvenez, monsieur l'Orateur, il y a à peu près un an ou, plus précisément, en février dernier, nous avions réclamé le blocage des prix, des revenus et des profits, à l'exception des prix à la ferme des produits agricoles. Si cela avait été fait à cette époque où les prix des produits agricoles étaient très bons et que l'inflation n'avait pas encore frappé si durement qu'à l'heure actuelle, le cultivateur se trouverait aujourd'hui dans une situation économique bien meilleure. Les libéraux et le NPD ont ri de notre proposition. De plus, ils ont pris des mesures pour couper le prix de la viande et du blé et l'occasion pour le cultivateur de réaliser des gains convenables a vite disparu.

Bien que le gouvernement soutienne que nos cultivateurs se portent aussi bien que ceux des autres pays, ce genre d'argument ne m'emprisonne pas. Le fait est que les politiques du gouvernement actuel ont beaucoup nui au cultivateur et à son revenu. Je ne me plaindrais pas tellement si les politiques avaient été au moins neutres, si, sans améliorer la condition des cultivateurs, elles ne l'avaient pas empirée. Mais, en fait, les politiques du gouvernement ont fait perdre aux agriculteurs de l'Ouest canadien des millions de dollars de revenu direct. Bien sûr, je parle du programme LIFT qui a été lancé par le ministre chargé de la Commission du blé, le député de Saskatoon-Humboldt (M. Lang), et qui a été suivi du programme d'encouragement à la culture herbagère. Ces programmes ont causé une réduction massive de la production de blé. Pour être plus précis, en 1969, la production totale de blé était de 652 millions de boisseaux. Après la mise en œuvre du programme LIFT, la production de 1970 n'était plus que de 312.5 millions de boisseaux, soit une réduction totale de quelque 340 millions de boisseaux.

Avec la mise en œuvre du programme d'encouragement à la culture herbagère, la production a été encore réduite et depuis lors elle n'a pas réussi à rattraper le niveau de 1969. En 1971, nous avions 142 millions de boisseaux de